

MILANGES RELIGIEUX,

POLITIQUES, COMMERCIAUX ET LITTÉRAIRES.

Vol. XI. Montreal, Mardi, 12 Septembre 1848. No. 103.

ITALIE.

Nous nous contenterons aujourd'hui de rapporter sans commentaires les différentes versions qui nous arrivent sur les événements de la Lombardie.

Voici d'après l'Opinion, la vérité sur la capitulation de Milan :

Le roi était arrivé à Milan ; Radetzky lui fit signifier de lui remettre cette ville à des conditions telles qu'on pouvait les attendre de lui. Charles-Albert en donna immédiatement avis un peuple, qui rejeta unanimement la capitulation. Alors le roi déclara qu'il coopérerait à la défense tant qu'elle serait possible, et qu'elle serait longue et obstinée, puisque les Milanais paraissaient disposés à sacrifier tout, plutôt que de courber de nouveau la tête sous le joug d'hommes dont ils n'avaient à attendre que massacre et vengeance.

Les barricades s'élevèrent alors de nouveau et tout ce qui pouvait s'armer accourut offrir son bras : les populations de Bergame, de Côme et d'autres endroits vinrent en si grand nombre, que le soir même on pouvait évaluer, dit-on, ces auxiliaires à 40,000 sans compter les Piémontais. Certes, ce n'était pas là des troupes propres à tenir en rase campagne, mais, elles étaient au moins on ne peut plus capables de défendre une ville comme Milan, dont les rues tortueuses et étroites présentent à chaque pas une difficulté que l'ennemi ne peut vaincre sans grande perte. Si, en effet, les Milanais ont pu, pendant cinq jours résister aux Autrichiens et même les chasser quand ils n'avaient ni fusils ni baïonnettes, ni canons, ni munitions, que ne devait-on pas attendre aujourd'hui de cette même population plus nombreuse et parfaitement armée ? On avait beaucoup exagéré les forces de Radetzky, et nous sommes certain qu'en arrivant à Milan, il n'avait pas plus de 25 à 30,000 hommes ; et puis, si nos troupes étaient fatiguées, les siennes ne sont pas de fer, car elles avaient fait autant de chemin que les nôtres. Le moral n'était pas, il est vrai, abattu chez elles, mais c'est là le seul avantage qu'elles eussent. La rapidité de ses marches et ses machinations perfides ont plus servi à Radetzky que le nombre de ses soldats.

La journée du 4 a été fatale pour nous, car elle a vu succomber notre armée. Toutefois, le roi, afin de pourvoir à la défense de la ville et enlever à l'ennemi toute position au dehors, fit incendier ou démolir tous les bâtiments où il eut pu se loger.

Dans cet état de choses, il apprit que le convoi des munitions de guerre étant en danger d'être pris, au lieu de continuer sa route sur Milan était retourné à Magenta. Ce changement de route fut une fatalité ou une trahison : car il n'y avait pas en ville une suffisante quantité de poudre, ni même de projectiles pour l'artillerie.

Ainsi l'armée restait sans munitions à Milan, comme elle était restée sans pain, à Vallegio. Or, savait que Radetzky n'avait pas la moindre volonté de s'engager dans une guerre de barricades qui ne lui eût pas mieux réussi en août qu'en mars ; mais qu'il était décidé à bombarder la ville. Alors le roi ne vit plus d'autre parti que celui de traiter avec le général autrichien, mais à quelles conditions ? à celles d'évacuer une ville d'où dépendait le destin de l'Italie, et de l'abandonner pour ainsi dire à la discrétion d'un ennemi implacable, qui respectera la convention de Milan comme il a respecté celles de Vicence et de Trévise, et comme peut le faire un homme altéré de sang et de richesses.

Par une autre erreur, et Dieu sait si elle fut accidentelle, ces conditions furent faites à l'insu du peuple ou du moins on lui fit prendre une chose pour une autre ; aussi quand il vit atteler les carrosses royaux, il crut que le roi voulait fuir et cria à la trahison. Une foule immense, et armée se dirigea vers la maison Grippi, où demeurait le monarque, non moins trahi, non moins à plaindre que le peuple, et l'appela traître. On voulut empêcher son départ, et il s'ensuivit des scènes tumultueuses. Ou dit même qu'au milieu des sentiments discordants de cette multitude, il y eut des combats partiels, et que des coups de fusil furent tirés les uns en l'air d'autres contre les murs.

Le roi se montra plusieurs fois au balcon, mais en vain, pour prêcher la tranquillité et la résignation. Toutefois, il ne parut pas que l'on ait tiré contre lui. Cependant la foule ne voulant pas le laisser partir, on fut obligé d'appeler la troupe sardes, et un coup de canon parti de l'on ne sait où dispersa complètement cette multitude. Ce départ du roi ne fut rien moins qu'une fuite, et le désordre étant venu à son comble chacun se sauva comme il put.

Le marquis Moezzemano, un des délégués du gouvernement, partit, abandonnant voiture, bagages, argent, etc., et dut aller à pied jusqu'à Magenta, et M. Reti, courrier du roi, ne put sortir de la ville qu'après douze heures de luites et de fatigues. Dans cette confusion, quelques soldats sardes furent tués par des Milanais, dont quelques-uns perdirent aussi la vie sous les coups des soldats royaux. Enfin des agents de l'Autriche, sortant de leurs repaires, parcouraient les rues en criant ; Les Piémontais sont des traîtres, tandis que d'autres voix, poussées par une autre partie de la même faction, proclamaient la trahison des Lombards. Non ? ni les uns ni les autres ne sont des traîtres. Nous sommes tous les enfants infortunés d'une mère plus malheureuse encore.

Tous ceux-là ont fait leur devoir, qui ont versé leur sang ou porté leurs nombreux sacrifices sur l'autel de

l'indépendance italienne. Non, c'est dans une autre sphère qu'il faut chercher les traîtres.

L'Italie ne peut se suffire à elle-même pour cette grande tâche de la liberté, mais pour cela elle ne périt pas. La France a les mêmes périls que nous à courir, elle est donc intéressée à venir à notre aide. En même temps que l'Autriche acquerrait une prépondérance immense sur toute l'Allemagne, elle conquerrait un pouvoir égal en Italie. Dès lors la France n'est plus sûre de ses institutions ni de son indépendance, à moins qu'elle ne s'allie étroitement et sincèrement avec la maison de Savoie, et qu'avec leurs secours à toutes deux, l'Italie sorte de ses ruines.

Le sort de l'Italie est dans les mains de Dieu et dans notre union, mais non dans celles de Radetzky. Nous avons été désunis parce que Dieu a voulu nous éprouver, mais il ne nous a pas encore abandonnés.

Il résulte des bulletins du général autrichien qu'il était parfaitement sûr de son fait, et que ses mouvements étaient dirigés vers le point où l'attendait une réussite certaine. Il se reposait sur l'impéritie de nos généraux et surtout sur les intelligences qu'il devait s'être ménagées.

Le roi Charles-Albert a publié les deux proclamations suivantes :

Soit, les chances de la guerre nous contraignent à repasser le Tessin. Le dernier combat sous les murs de Milan honore notre courage. Si le manque de munitions nous a empêchés de continuer la défense comme nous en avions l'ardent désir, toujours est-il que cette retraite a coûté très-cher à l'ennemi.

Soldats, du courage, organisez-vous de suite et vigoureusement ; je veux que la discipline la plus sévère soit maintenue, et que toute infraction soit punie avec la plus grande rigueur, que la police soit mieux faite et que les propriétés particulières soient inviolablement respectées. Dans les moments difficiles, l'unité et la subordination sont plus que jamais nécessaires.

La cause de l'indépendance italienne que nous avons entreprise de soutenir est très-noble et très-sainte, par-dessus toutes les autres. Les siècles passés soupiraient pour elle, et tout à l'heure encore le vœu des populations se prononçait pour nous, libre, franc, unanime. Les jours de l'adversité passeront et le droit triomphera de la force brutale. Que nul ne désespère, que chacun fasse son devoir.

Au quartier général principal, Vigevano, le 7 août.

CHARLES-ALBERT.

Chers peuples bien-aimés.

Le sort de la guerre, qui d'abord n'avait pas cessé de sourire à la valeur extrême de notre brave armée, nous étant devenu contraire par la fatalité d'un grand nombre de circonstances culminantes nous a obligé à nous retirer en face de l'ennemi. Dans ce mouvement, nous avions à cœur la belle métropole de la Lombardie, et persuadé que nous le trouverions abondamment pourvu, nous nous sommes disposés à consacrer tous nos soins à sa défense.

Tous les troupes ont été amenées par nous sous ses murs, prêts à faire une vigoureuse résistance, lorsque nous avons appris que l'on y manquait d'argent et de munitions de bouche et de guerre, tandis que les nôtres avaient été en grande partie consommées dans la bataille livrée aussitôt après notre arrivée. Ce qui aggravait notre situation, c'est que le grand parc avait été achevé vers Plaisance : on ne pouvait pas le faire revenir, les chemins étant interceptés par l'ennemi.

Ces faits nous démontrèrent qu'il était de toute nécessité de l'imminence du péril de chercher tous les moyens de sauver Milan et l'armée, et d'épargner une inutile effusion de sang ; nous avons atteint ce but moyennant une convention aux termes de laquelle la place étant évacuée par nous, le passage était laissé libre au delà du Tessin et les biens et la vie des Milanais restant garantis autant que possible. Voilà pourquoi, peuple chéri, l'armée en qui reposent toutes vos affections rentre au milieu de vous. Si le destin contraire lui a refusé la réalisation du haut but de sa généreuse mission, elle s'est du moins de toute manière illustrée à titre de forte et de guerrière, titre acquis aux prix de tant de fatigues et d'héroïsme, et elle rentre redoutée et capable encore de vous protéger toujours contre tout attentat ennemi.

Recevez là, vous qui participez à la gloire qu'elle a acquise, et rendez-lui moins pénible la douleur de ses malheurs par votre fraternel sourire. Dans ses rangs sont les princes mes fils ; dans ses rangs, je rentre moi-même, prêts tous tant que nous sommes à de nouveaux sacrifices, à de nouvelles fatigues, et à donner la vie pour la terre natale bien aimée.

CHARLES ALBERT.

Vigevano, le 7 août.

Quelques journaux regretteront peut-être d'avoir jugé la conduite de Charles-Albert avec trop de précipitation. Quant à nous, avant de le juger, nous attendrions encore. Nous recevons de Ferrare les nouvelles suivantes :

Le 3, à six heures du matin, le commandant de la forteresse de Ferrare a envoyé une dépêche au pro-légat comte Lovatelli : il lui demandait s'il tenait l'empereur d'Autriche pour ami ou pour ennemi. Dans le premier cas, il devait ordonner à toutes les troupes n'ayant pas capitulé à Trévise et à Vicence, et stationnées à Ferrare, de sortir de la ville dans le délai d'une heure : dans le cas contraire, le bombardement de Ferrare commencerait à dix heures du matin. Le pro-légat, après s'être entendu avec le comité de la guerre, attendit l'absence de toute force, a jugé ne pas devoir faire de résistance ; mais il a protesté, déclarant qu'il ne comprenait pas comment les troupes de S. M. l'empereur pouvaient ainsi envahir les Etats de Sa Sainteté, avec que l'empereur n'était pas en guerre.

Hier se dirigeaient vers cette ville, venant de Modène, 6,000 hommes appartenant à la division du général Welden.

Le général Welden a adressé aux habitants des légations la proclamation suivante :

Pour la deuxième fois, je passe le Pô avec mes troupes pour disperser les bandes qui ne cessent de troubler la paix et l'ordre public. Le Saint-Père, votre maître, inspiré par le saint ministère dont il est investi, a plus d'une fois déclaré ne pas vouloir la guerre. Néanmoins les troupes pontificales et les troupes à sa solde se sont battues contre l'Autriche, à Trévise et à Vicence. Battues, elles ont capitulé et se sont obligés pendant trois mois à ne pas prendre les armes contre l'empire. Malheur à elles si elles violent les traités ! J'ai leurs noms, et les traites qui tomberaient entre mes mains ne devraient attendre que leur supplice mérité.

Mes troupes sont destinées à agir contre les bandes qu'on appelle les *croisés* et contre les factieux qui malgré leur gouvernement s'efforcent de tromper le bon peuple par des mensonges et des sophismes, et à répandre une haine injuste et absurde contre une puissance toujours amie.

Il y a trente ans l'Autriche a conquis les légations, considérées comme le joyau des Etats pontificaux et elle les a rendues au légitime souverain avec un noble désintéressement. Les relations amicales continues et les rapports réciproques de bon voisinage devaient consolider la paix entre les deux peuples, si un abominable fanatisme, la rage de s'enrichir aux dépens du peuple, et les vaines ambitions dans le but de s'arroger le gouvernement, n'avaient pas enfané un parti toujours inquiet qui couvre votre pays pacifique et fertile de misère, de guerre et de destruction. Il est temps de mettre un terme à tant de désordres. Si la voix de la raison n'est pas entendue je me ferai écouter avec mes canons (*mi furo ascoltare col mio canoni*).

L'Autriche, qui est éloignée de toute idée de conquête (car autrement il y a trente ans elle eût conservé de droit la possession de votre territoire), ne veut que protéger les pacifiques habitants des légations et conserver à votre gouvernement le pouvoir qui lui est contesté par une faction.

Malheur à ceux qui seront sourds à ma voix et qui oseront faire résistance : regardez les ruines fumantes de Sermonide ; le pays a été détruit parce que les habitants avaient tiré sur mes soldats.

A mon quartier général de Bordenò, le 3 août 1848.

Le lieutenant-maréchal, WELEDEN.

Le gouvernement romain a fait partir pour la frontière plusieurs bataillons, les escadrons et les batteries d'artillerie qui stationnent dans les légations. On organise activement à Rome plusieurs corps militaires. Outre les 16,000 fusils de cavalerie et 2,000 mousquetons, le ministère a ordonné l'achat de 15,000 fusils et de 2,000 mousquetons pour les corps de génie et de l'artillerie.

Une feuille italienne prétend que Radetzky a l'intention de rétablir le *status quo ante bellum*, de façon à convertir les Français d'auxiliaires qu'ils sont, en corps d'armée envahissante.

On écrit de Milan à la date du 7 août :

La ville est déclarée en état de siège. Radetzky prend le rênes de l'administration. Le prince Schwarzenberg est nommé gouverneur de Milan. La vie et la propriété sont garanties aux habitants.

Nous n'avons que peu de nouvelles de Milan ; elles sont incertaines. Mais ce qui est sûr, c'est que Radetzky a livré la ville au pillage. Le pillage était réclamé par une foule de gens. Les maisons les plus remarquables, celles qui avaient fait les plus grands sacrifices pour la cause de l'Italie ont été envahies. Une compagnie de garde nationale pouvant empêcher le mal, ne l'a pas fait. Aucune autorité ne présidait au bon ordre.

Parmi les principaux instigateurs des désordres, ont été reconnus des hommes ayant des relations de longue date avec la police et le système autrichien. Ces gens criaient : *A l'hôtel Litta ! à l'hôtel Borromeo ! à l'hôtel Grippi !* et la populace suivait, mais arrivée devant ces hôtels désignés par une inépuisable bienfaisance, elle s'arrêtait frappée de respect.

Des hommes qui, par leurs habits, paraissaient ne pas appartenir à la classe pauvre, enfonçaient les portes, brisaient le mobilier. On avait mis le feu à l'hôtel Borromeo. Heureusement l'incendie a été éteint.

Tout à coup, on entendit crier : ce sont les Croates qui pillent ! Aussitôt les rassemblements se dispersent ; il semble que le bas peuple milanais ait honte de ses excès ! De précieux objets ont été rapportés à leurs propriétaires. Il n'y a pas eu de pillage proprement dit, mais les Croates volent tout ce qui leur plaît. Ils entrent par dix et par vingt hommes dans les boutiques, enlevant tout ce qui leur convient, et ils sortent en disant : Radetzky paiera : *che paie Radetzky*. Ils mangent et boivent dans les restaurants et les hôtels ; ils remercient les hôtes et ils s'en vont.

Plusieurs maisons sont occupées militairement. Les troupes sont campées dans les jardins publics. Le quartier général du soldat-maréchal Radetzky est à l'hôtel Litta. Le 6, dans la matinée, la porte romaine a été consignée militairement aux Autrichiens. Le corps d'armée est entré en ville à midi. Le défilé a duré deux heures et demie. On croit qu'il se compose de 30,000 hommes parfaitement disciplinés. Un autre corps très-nombreux est en dehors des murs.

L'ordre est donné aux habitants de Milan de faire dans les vingt-quatre heures la remise de toutes les armes à feu et autres, et des munitions de guerre, sous peine de l'application de la loi martiale.

La garde nationale est dissoute.

— On lit dans l'Abba du 6 :

Maintenant, si la France intervient, elle n'a pas seulement le droit de le faire comme une alliée qui vient au secours de l'indépendance d'une nation, mais encore c'est pour elle un devoir d'empêcher toute invasion étrangère dans les autres Etats italiens, afin d'empêcher l'Autriche d'acquiescer, par les armes, une trop grande prépondérance en Europe. Non seulement la France a à défendre en Italie les intérêts de sa république et notre nationalité, mais l'Angleterre elle-même ne pourrait plus longtemps garder une attitude négative sans compromettre gravement sa politique. En effet, si la Grande-Bretagne ne concourt pas à établir une Italie libre et indépendante, elle sera envahie par l'Autriche et devien-

dra l'origine d'une révolution universelle que redoute tant l'Angleterre.

Que diront les radicaux français qui prodiguent si généreusement au roi Charles-Albert le titre de traître, quand ils liront ces paroles qu'un des chefs du radicalisme italien, Mamiani, a prononcées dans la séance du 3 août dans la chambre des députés ?

« Je viens remplir un devoir de reconnaissance partagé par l'Italie entière pour son véritable et inébranlable défenseur. Je vous communique deux proclamations du roi Charles-Albert : l'une à l'armée piémontaise, l'autre aux peuples de la haute Italie. (Des applaudissements suivent la lecture de ces pièces.) Je propose que l'on rende grâce solennellement au capitaine de l'Italie, et je crois que nous devons lui donner le titre de premier citoyen de l'Italie. »

Et Mazzini, avec ses Milanais qui maudissent aujourd'hui celui que naguère ils surnommaient l'Épée de l'Italie ! que dira-t-il ?

— Le ministre de l'intérieur, M. Piezza, a envoyé une circulaire aux archevêques et évêques des Etats sardes, pour les prier de pousser les populations à combler volontairement les vides que la guerre a faits dans l'armée nationale.

D'un autre côté, le cercle politique de Pise, déclarant la patrie en danger, recommandant de procéder à une levée militaire pour les besoins de la guerre contre les Autrichiens. Le clergé de la ville et des campagnes sera invité à se consacrer vivement à la poursuite de la guerre sainte, sous les peines les plus rigoureuses.

Il est naturel, nécessaire même que, dans un pays où la foi conserve de profondes racines, où tous les sentiments généreux et patriotiques sont inspirés par le catholicisme, les autorités recherchent l'appui du clergé ; mais n'y a-t-il pas quelque chose de souverainement injurieux et tyrannique dans cette phrase du cercle politique de Pise, qui menace le clergé des peines les plus rigoureuses, s'il n'obtempère pas à ses ordres ? Grand politique de Pise, comprenez donc que si vous avez besoin du concours des prêtres, que si sans eux vous êtes condamnés à l'impuissance, le devoir de votre politique comme de votre conscience est de les respecter !

Il paraît que de nouveaux troubles ont eu lieu à Bologne. Voici ce que nous lisons dans l'Abba du 6 :

Hier, on afficha dans la ville des manifestes pour indiquer une réunion à huit heures du matin, à la Montagnola, afin de discuter les meilleurs moyens de défendre contre l'invasion autrichienne. La générale battit aussitôt, et la garde nationale courut aux armes. Le peuple et la garde nationale se rendirent en foule au lieu assigné où l'on discuta différentes mesures que l'on croyait pouvoir mettre à exécution. Puis on se porta en masse au palais du pro-légat, en criant : Aux armes ! Et cela dura jusqu'au soir. Alors le légat envoya des dragons qui dispersèrent l'attroupement, et il fit faire une proclamation par laquelle il déclarait que les militaires les plus instruits ne croyant pas la défense possible, il engageait les hommes de bonne volonté à s'armer. A ce moment arrivait à Bologne le bataillon des étudiants qui était resté à Castellfranco, amenant avec lui un certain nombre de prisonniers.

— Le but évident de Radetzky, en consentant à un armistice, est d'avoir le temps de reprendre, soit directement, soit à l'aide des princes qui ont été disgraciés par leurs sujets l'influence que l'Autriche et l'Allemagne exerçaient autrefois sur l'Italie.

On annonce que le duc de Modène est déjà rentré dans cette ville à la tête d'un corps de troupes étrangères.

Le gouvernement du Tessin a appelé sous les armes quatre compagnies, distribuées dans les lieux opportuns, à l'effet de procéder au désarmement des milices lombardes et piémontaises qui affluent dans le canton, de veiller à l'inviolabilité du territoire et à la conservation de l'ordre au milieu de l'affluence extraordinaire des réfugiés.

Le baron Riscosoli n'ayant pas su composer un ministère, a rendu ses pouvoirs au grand-duc de Toscane.

— Le *Contemporaneo* du 5 août dit dans un *postscriptum* du 4 au soir ; « On ne sait rien de la composition du nouveau ministère. La *Gazette* de Rome n'en parle pas, et aucun bruit ne court à ce sujet. » — La *Speranza* dit au contraire : « On dit le Ministère composé de cette manière : Fabri à l'intérieur, le prélat Corboli-Bussi à l'extérieur, Lauro-Lauri aux finances, Turbiniotti aux travaux publics, Campello à la guerre, Galestri à la police. — La Chambre des Députés s'est occupée de la loi sur l'inviolabilité du secret des lettres ; sur la proposition de Sterbini, elle a nommé une commission d'hommes spéciaux pour préparer la loi sur l'armement. »

Bologne, 6 août. — Le pro-légat a annoncé aux habitants par une proclamation que les Autrichiens sont encore loin de cette ville ; à Saint Georges, distante de 10 milles de Bologne, on n'a vu que 40 à 50 Autrichiens ; à Minaccio il y en avait très-peu. La route de Ferrare à Bologne, par Malalbergo et Argone est tout-à-fait libre. A Malalbergo, ils ont fait prisonniers deux compagnies suisses et un piquet de dragons qui avaient voulu faire résistance. Les Autrichiens sont à Cento, au Finale de Modène, et ils vont à Lugo. On dit qu'ils veulent occuper Modène. Après de Ferrare, leur nombre ne dépasse pas 5,600 hommes. La population de Bologneparaît être calme, et si les Autrichiens venaient à occuper la ville, que les autorités militaires n'ont pas jugée capable d'être défendue ils ne rencontreraient pas de difficulté.

— Le *Noto-proprio* du Saint-Père a remené le courage dans les esprits. Depuis ce matin toutes les cloches sont en branle la porte du côté de Ferrare est close, la garde civique est sous les armes, le pro-légat a publié la proclamation suivante :

« La condition topographique du pays, le refus de la troupe de faire une défense jugée impossible et la concentration sur un point plus stratégique m'ont engagé à envoyer au quartier-général du maréchal Welden une députation composée du docteur Brunelli, de l'avocat Martinelli, avec la protestation suivante pour la violation du territoire pontifical, par l'entrée des troupes autrichiennes dans cette province. — Ce n'est là qu'un acte de force supérieure qui ne peut préjudicier en quoi que ce soit à la plénitude et à l'immunité des droits souverains du Saint-Siège dans cette province. — Au nom du Souverain-Pontife régnant nous voulons maintenir saufs et ré-